



COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES  
FORMATION SPÉCIALISÉE DITE DES CARRIÈRES

Séance du jeudi 20 avril 2023

PROCÈS-VERBAL

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation spécialisée dite des carrières, a été réunie, le jeudi 20 avril 2023 à 14h30, sous la présidence de M. Philippe LOOS, secrétaire général de la préfecture.

Étaient présents :

- Mme Véronique FAJARDI, directrice départementale de la protection des populations,
- Mme Caroline HENRY, cheffe de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Mme Amandine CHEVILLON, représentant l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- M. Mathieu EYRARD, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer,
- M. François GONDRAN, représentant la direction régionale des affaires culturelles,
- M. Iwan LECARDRONNEL, représentant la délégation territoriale de l'agence régionale de santé,
- Mme Fatima KHALDI-BOUOUGHROUM, conseillère départementale,
- Mme Florence SIMON, maire de Pégomas,
- M. Cyril PIAZZA, maire de Peille,
- Mme Marie-Laure TISSERAND, maire de Massoins,
- M. Jean-Pierre IVALDI, docteur habilité en sciences de la terre, géologue et hydrogéologue expert,
- M. Philippe PETITJEAN, représentant le GADSECA,
- Mme Nicole LEBRUN, représentant le GADSECA,
- Mme Emmanuèle LE BRETON, représentant l'association Région Verte,
- M. Olivier ROBERT, représentant la SEC,
- M. David SEJALON, représentant la société Granulats Vicat,
- M. Benjamin DURON, représentant la société Somat,
- M. Florent NOIRAY, représentant la société Spada Construction,
- M. Denis LUNEAU, représentant la société Les Bétons Niçois,
- M. Colin BESSAIT, représentant la société Eurovia,
- M. Didier VALLEE, représentant la société Alkern France.

- Absents excusés :

- M. Jean-Philippe FRERE, représentant la chambre d'agriculture, dont le mandat a été reçu,
- M. Daniel AUDEMARD, représentant la société Audemard.

-----

Le quorum étant atteint, M. LOOS déclare la séance ouverte à 14h30.

Le compte-rendu de la séance précédente est approuvé moins une abstention.

### **01/ Société VICAT – Demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière Les Marnes sur les communes de Blausasc et Peillon – Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**

Rapporteuse : Mme Amandine CHEVILLON – UT06 DREAL PACA

Pétitionnaire : M. Julien PREVOT – société VICAT

La société VICAT exploite à Blausasc et Peillon une carrière de marnes autorisée par l'arrêté préfectoral n°15981 du 25/03/2019 qui est une des trois carrières cimentières situées sur ces communes.

L'arrêté du 13/07/2018 autorise une dérogation à l'interdiction de destruction et de perturbation des espèces protégées pour la poursuite de l'exploitation de cette carrière sur 30 ans.

La société VICAT a transmis à M. le Préfet un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation de cette carrière. Ce dossier a été complété à la demande de l'Inspection le 16/11/2022.

La demande porte sur trois points principaux :

1. Une renonciation partielle d'activité sur la carrière « Les Marnes » sur une superficie de 57 885m<sup>2</sup> (zone dite de la Butte Pelletier).
2. Une modification des conditions de remise en état de la carrière. Cette modification fait suite à une demande de la commune de Blausasc qui ne souhaite plus disposer du plan d'eau.
3. Une modification de l'arrêté du 13/07/2018 précité, les espèces protégées (1 espèce d'orchidée et 2 espèces d'amphibiens) et leur habitat sont situés principalement dans la zone de la Butte Pelletier. Initialement des mesures de compensation ont été mises en place par cet arrêté et seront remplacées par des mesures d'évitement.

Dans le cadre du projet d'arrêté joint au rapport, les principales modifications sont liées au remblaiement du plan d'eau et ne constituent pas une extension mais permettent globalement d'éviter ou de diminuer l'impact de l'autorisation initialement accordée pour la partie paysage et la partie biodiversité.

Il n'y a pas de nouvel impact sur les émissions de poussières, de bruit, de vibrations ni sur les rejets d'eau. Les modifications induisent cependant un impact sur le trafic routier mais qui reste limité.

L'inspection considère que les modifications demandées n'ont pas un caractère substantiel et propose de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2019 et celles de l'arrêté portant dérogation de 2018, précités.

A la suite de cette présentation, M. PREVOT précise que dans le cadre des modifications envisagées, l'aspect floristique et faunistique sera évité du fait de l'abandon de la zone du plan d'eau.

Le débat porte sur les points suivants :

- M. IVALDI demande si la renonciation à l'exploitation de la « Butte Pelletier » est définitive, si une remise en état est prévue et si la commune va y installer des structures. Concernant la remise en état, M. PREVOT précise que le sommet reste intact au regard de son état initial. La société procédera à un réaménagement des fronts de taille apparents par l'apport de terre issue de la carrière, ainsi qu'au talutage, à la végétalisation et à l'insertion paysagère de la zone. Cette zone sera ensuite sortie du périmètre de l'autorisation et restituée à la commune.
- M. IVALDI s'interroge sur la durée de l'exploitation. M. PREVOT indique qu'elle est prévue jusqu'à la fin de l'autorisation soit jusqu'en 2049 avec possibilité de prolongation si une extension du périmètre est envisagée. Le plan d'eau est conservé jusqu'à la fin de l'autorisation, il sert notamment à l'arrosage des pistes. Il sera ensuite comblé par des déchets inertes.
- M. le MAIRE de PEILLE demande quels sont les motifs de renonciation à la zone. M. PREVOT répond que le maire de Blausasc ne souhaite plus conserver ce plan d'eau. De son côté, la société ne souhaite pas exploiter cette zone où se trouvent des espèces protégées. Mme HENRY ajoute que les modifications portent essentiellement sur le réaménagement, que les quantités exploitées restent les mêmes et que la société disposera des ressources en eau nécessaire pour faire fonctionner l'usine. La DREAL demande une mise à jour de l'arrêté afin de disposer des plans de phasage d'exploitation actualisés en raison de l'abandon de la zone.
- Mme LE BRETON demande si la réserve en eau va ensuite s'arrêter et si les accès vont disparaître. Mme CHEVILLON précise qu'il est prévu le maintien et la création de mares dans le cadre de la remise en état, notamment pour préserver l'habitat des espèces protégées.
- Mme le MAIRE de PEGOMAS exprime sa stupéfaction concernant cette suppression de réserve d'eau au vu des états de sécheresse et des besoins en eau à venir.
- M IVALDI demande si le camionnage (36 camions par jour) pour le transport des déchets inertes est conservé. M PREVOT confirme que les camions sont utilisés pour le transport des matériaux dans le cadre du réaménagement des fronts de la carrière au fur et à mesure de son exploitation et pour le remblaiement du site à venir.
- M. le MAIRE de PEILLE souhaite savoir si l'apport des déchets inertes est lié uniquement à l'activité de la carrière et non à des fins de stockage de déchets. La DREAL indique que les modalités d'apports de déchets inertes sont précisés dans le projet d'arrêté et que ceux-ci sont uniquement utilisés à des fins de réaménagement paysager.
- Mme LE BRETON indique qu'elle s'abstient à ce projet à moins que la réserve d'eau soit maintenue.
- M. IVALDI souhaite savoir si l'eau provient d'anciennes sources de Blausasc. M. PREVOT répond qu'il s'agit d'eau souterraine qui concerne 2 massifs marneux dissociés, et que l'accumulation de rétentions d'eau forme le lac. Le lac disparaîtra mais pas la ressource en eau, qui ne sera plus présente sous la même forme.

- M. EYRARD de la DDTM demande quelles sont les mesures de compensation qui vont disparaître. Mme CHEVILLON précise qu'elles sont énoncées en p3 du rapport. Les mesures qui disparaissent ne sont plus utiles car compensées par les mesures d'évitement, l'exploitant maintient cependant certaines mesures de compensation pour le reste de la partie exploitée qui sont reprises dans l'article 5 du projet d'arrêté.
- M. IVALDI demande si le volume de tonnage de déchets inertes reste identique (40 000t/an actuellement). Mme CHEVILLON précise qu'il est légèrement modifié, le comblement induit un apport de déchets inertes mais uniquement durant les dernières phases quinquennales.
- Mme le MAIRE de PEGOMAS demande s'il existe une garantie de la qualité des déchets inertes qui seront apportés lors du comblement. Mme HENRY précise qu'un arrêté encadre et précise les caractéristiques des déchets inertes et qu'une traçabilité a été mise en place au niveau national. Des contrôles inopinés peuvent être effectués par la DREAL sur certains remblais.
- M. le MAIRE de PEILLE ajoute que le positionnement de la CDNPS de ce jour sur le devenir du lac est susceptible d'évoluer d'ici à 30 ans. Mme HENRY indique que, pour ces raisons, les autorisations relatives aux ICPE ont une durée limitée. M. GONDRAN confirme que, l'évolution climatique restant incertaine, il est compliqué d'établir aujourd'hui une trajectoire sur la ressource en eau concernée pour les 30 ans à venir.
- M. IVALDI recommande de faire procéder à un contrôle des eaux au moment de l'arrivée des déchets inertes pour identifier s'il existe un risque de pollution. Mme HENRY précise qu'une surveillance des nappes est prévue dans l'arrêté d'autorisation.
- Mme LE BRETON souhaite connaître la fréquence à laquelle sont réalisés les contrôles des déchets inertes. Mme HENRY précise que l'exploitant a une obligation de contrôle de façon quotidienne et que l'État procède régulièrement à des contrôles. M. BESSAIT ajoute que le système de contrôle est en effet renforcé : démonstration de la nature des déchets, double contrôle et mise en place du registre de traçabilité.

La CDNPS donne un avis favorable moins une abstention au dossier et au projet d'arrêté préfectoral.

## 02/ Consultation sur le schéma régional des carrières

Rapporteuse : Sylvaine IZE – DREAL PACA

Le schéma régional des carrières (SRC) est élaboré pour une durée de 12 ans. Il va remplacer les schémas départementaux.

Son élaboration est encadrée pour une instruction nationale qui impose plusieurs points à traiter :

- gestion durable des granulats, utilisation rationnelle et économe des ressources, recyclage ;
- prise en compte des enjeux patrimoniaux : paysage, eau, sites, milieux naturels... ;
- modes de transport, approvisionnements de proximité ;
- objectifs en termes de limitation et de suivi des impacts des sites, orientations de remise en état ;
- compatibilité avec les documents d'urbanisme pour assurer l'approvisionnement en matériaux des territoires.

Le SRC doit :

- être compatible avec le SDAGE et les SAGE applicables sur le territoire ;
- prendre en compte le SRADDET notamment son volet prévention et gestion des déchets.

A l'inverse, les arrêtés d'autorisation et d'enregistrement de carrières ainsi que les SCOT et PLU doivent être compatibles avec le schéma.

L'élaboration du SRC a débuté en 2017. Il est actuellement en phase de consultation. L'Autorité Environnementale doit rendre son avis d'ici quelques semaines. L'approbation est prévue pour la fin de l'année 2023.

Il ressort de l'état des lieux les constats suivants :

- la région dispose d'une ressource minérale importante, 60 % de sa surface est couverte par des gisements potentiellement exploitables ;
- elle est autonome en production et en consommation à l'exception de quelques matériaux spécifiques ;
- la région produit :
  - des matériaux de construction (55 % de la surface régionale) ;
  - des matériaux pour l'industrie qui ont des propriétés chimiques et physiques particulières (4 % de la surface régionale) ;
  - des roches ornementales et de construction utilisées en raison de leurs propriétés esthétiques (25 % de la surface régionale).
- la consommation était d'environ 33 millions de tonnes en 2015, dont 28 millions de tonnes provenant de carrière et environ 5 millions de tonnes issues du recyclage ;
- la capacité de production des carrières était de 50 millions de tonnes.

Le tome 2 comprend 5 grandes orientations.

L'orientation A vise à intégrer l'approvisionnement en matériaux dans la planification du territoire.

Les mesures 4 à 6 encouragent les collectivités à tendre vers une autonomie en granulats communs afin notamment de réduire les transports sur de longues distances.

Dans un objectif de préservation des gisements d'intérêts nationaux et régionaux, le SRC préconise d'intégrer ces espaces dans les documents d'urbanisme et de les préserver de l'urbanisation (mesure 9) .

L'orientation B traite de l'économie de la ressource et du développement du recyclage.

Il a été fait le choix de retenir l'hypothèse haute, soit environ 22 % de ressources secondaires utilisées.

Les mesures ont pour objectif de :

- optimiser les quantités et la qualité des matériaux extraits (éviter le surclassement de matériaux) ;
- développer les pôles matériaux (regrouper les activités d'exploitation, tri, recyclage et production) ;
- développer l'utilisation de ressources secondaires ;
- développer l'usage de matériaux biosourcés locaux.

L'orientation C concerne l'optimisation des transports et la limitation des émissions de GES. Elle comprend des mesures permettant de favoriser la mutualisation entre les différents opérateurs, le développement du double flux, le renouvellement de la flotte des engins ainsi que l'utilisation de carburants et de modes de transports alternatifs.

L'orientation D porte sur la préservation des enjeux du territoire. Le schéma insiste sur la mise en œuvre de la séquence Éviter Réduire Compenser et comprend une série de mesures en matière de biodiversité, préservation de la ressource en eau, préservation des zones agricoles...

L'orientation E traite de la prise en compte de l'environnement dans l'exploitation des carrières. L'ensemble des mesures vise à minimiser les impacts des exploitations et à établir un projet de réaménagement adapté aux enjeux des territoires.

Enfin l'orientation transversale concerne la création d'ici la fin de l'année, de l'observatoire des matériaux qui permettra un suivi de la mise en œuvre du SRC.

La DREAL propose d'émettre un avis favorable sur le projet de schéma régional des carrières.

Le débat porte sur les points suivants :

- Les représentants des industries extractrices font part des remarques qui ont déjà été présentées dans les autres CDNPS de la région (cf. document annexé au PV).

Mme IZE confirme que la DREAL a bien reçu les remarques de l'UNICEM : certaines d'entre elles feront l'objet d'une reprise de rédaction afin d'éviter une mauvaise interprétation, d'autres remarques plus problématiques, sont en cours d'analyse.

- Après avoir participé à plusieurs réunions de concertation, M. PIAZZA estime que les communes et EPCI concernés n'ont pas été entendus.

Il s'oppose à la mesure imposant un retour à un usage agricole des carrières qui n'en avaient pas la vocation, cette mesure n'est notamment pas adaptée aux territoires du Pays des Paillons et de la CARF.

Il signale également que le territoire du Pays des Paillons apparaît comme déficitaire en raison de la méthode de calcul retenue et défendue par l'UNICEM.

M. PIAZZA souligne l'intérêt pour les industriels de mutualiser la matière, les installations et les déplacements. Il indique que les riverains de la route de Peillon subissent aujourd'hui d'importants désagréments liés à l'activité des carrières.

Mme IZE répond que le SRC n'impose pas un retour à un usage agricole pour toutes les carrières mais oriente vers un aménagement adapté aux sites et aux enjeux locaux.

Par contre, pour les carrières s'implantant en zone agricole, un retour à cet usage à l'issue de la période d'exploitation doit être analysé, cette mesure est demandée par les acteurs de l'agriculture.

La DREAL note le cas de la communauté de communes du Pays des Paillons qui comprend des carrières produisant de grande quantité de matériaux destinés à la fabrication de ciment.

Le territoire répondant largement à la contribution globale, il peut être considéré comme un cas particulier pour lequel l'objectif d'autonomie en granulats communs ne doit pas être atteint. La rédaction du schéma a été nuancée en ce sens.

- M. GONDRAN souligne l'importance des mesures visant à favoriser le recyclage des matériaux. Il souhaite savoir comment est organisée la filière et comment l'utilisation des matières secondaires est favorisée au regard des normes de qualité.

M. ROBERT répond que des démarches sont entreprises pour récupérer et traiter des matériaux issus de la déconstruction ou du terrassement permettant d'obtenir des produits de qualité identiques à ceux produits à partir de ressources primaires.

M. NOIRAY ajoute :

- que la profession est volontaire pour développer le recyclage mais constate que les projets d'implantation de plateformes de valorisation ont des difficultés à aboutir et font l'objet de nombreuses réticences ;

- qu'il est essentiel que l'État accompagne les collectivités et les maîtres d'ouvrage afin de favoriser l'utilisation des produits issus du recyclage.

M. LUNEAU informe que la norme béton a évolué en fin d'année dernière pour donner la possibilité de développer l'utilisation de granulats recyclés.

Concernant les techniques routières, M. BESSAIT indique :

- qu'il existe dans le département des Alpes-Maritimes, plusieurs postes de production d'enrobé fabriqué à partir de déblais de terrassement ;
- qu'il est important que les CCTP favorisent d'une part, l'orientation de la ressource vers les sites de recyclage et d'autre part, l'utilisation de ces produits ; la filière souffre encore d'une mauvaise image.

En réponse à une question de M. GONDRAN, M. SEJALON informe que l'observatoire des déchets permet de suivre les indicateurs de valorisation.

- M. PIAZZA estime qu'il est nécessaire que les industriels innovent en matière de recyclage, de production d'énergie ou d'optimisation des transports ; ces adaptations permettront une meilleure acception des installations par la population.
- M. PIAZZA ne comprend pas pourquoi les entreprises du département n'aient pas été en mesure de répondre aux besoins ponctuels des collectivités en bloc d'enrochement au moment de la tempête Alex.

M. IVALDI précise qu'il n'est pas possible d'étendre l'extraction du calcaire au nord du département pour des raisons géologiques.

M. ROBERT ajoute que la ressource est difficile à mobiliser, environ 100 tonnes de matériaux sont nécessaires pour produire 10 tonnes de blocs d'enrochement.

- M. EYRARD partage certaines remarques émises par la DDTM dans le cadre de la consultation de l'Autorité Environnementale.  
Le schéma identifie les zones couvertes par un PPR, mais il serait opportun qu'il prenne en compte les études, atlas des zones inondables et porter-à-connaissance pour avoir une connaissance plus fine du risque.

En outre, la DDTM :

- propose de passer en enjeu rédhibitoire, les zones identifiées dans la DTA et en enjeu fort, les zones agricoles en appellation ;
- propose de passer en enjeu fort, les forêts d'exception, celles qui ont bénéficié de subventions ou qui ont servi de compensation ;
- de prendre en compte le risque incendie engendré par les industries extractrices.

- M. LECARDRONNEL fait part des remarques émises par l'ARS, qui :
  - propose de passer les périmètres de protection rapprochés de captage en enjeu rédhibitoire et les périmètres de protection éloignés en enjeu fort ;
  - demande à que les particules fines soient mesurées dans les études d'impact.

M. IVALDI rappelle que l'excavation est interdite dans les périmètres de protection des captages mais qu'il faut s'assurer en effet que des dérogations ne puissent pas être demandées.

- M. PIAZZA soutient les remarques émises par la DDTM et l'ARS.
- M. PETITJEAN note que le schéma ne mentionne pas les projets d'utilisation des mâchefers implantés à proximité des carrières.

La CDNPS donne un avis favorable au projet de schéma régional des carrières moins une abstention.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h30.